

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Fonds Gérard Alaphilippe

211 J 1 – 41

1958-1999

Répertoire numérique établi par Jacques Girault, professeur des universités, Paris 13,
mis en forme par Françoise Burg sous la direction de Guillaume Nahon, directeur des
Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

2008

Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Avertissement

Jacques Girault, professeur à l'Université de Paris 13, connaissait, depuis les années 1960, Gérard Alaphilippe. Ce dernier devint un de ses grands témoins dans ses recherches sur l'histoire du syndicalisme enseignant. Il se chargea de la rédaction de sa notice pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* publié sous la direction de Jean Maitron. Lors des nombreuses rencontres avec cet ancien responsable qui avait conservé d'importantes archives, il lui proposa de les déposer aux Archives de la Seine-Saint-Denis, solution qu'approuva Gérard Alaphilippe qui ne voulait pas les confier à d'autres organismes. A plusieurs reprises, il avait manifesté le désir de mettre en sécurité ce qu'il possédait afin que ces archives puissent servir à la recherche.

Au milieu de l'année 2000, un incendie se déclara dans l'appartement de Gérard Alaphilippe, rue Le Dantec dans le XIII^e arrondissement de Paris. Aussitôt, il demanda à Jacques Girault de s'occuper du sauvetage de ses archives. Avec ce dernier et le personnel des archives, en septembre 2000, nous avons procédé au déménagement dans un appartement complètement ravagé après l'intervention des pompiers. Au terme de cette opération difficile, nous pensons avoir récupéré l'essentiel de la documentation.

Un début de classement avait été effectué sous le contrôle du déposant. Jacques Girault, qui a classé le fonds, en a conservé les grands choix. Les boîtes et les chemises intérieures ont souvent souffert de l'incendie et de ses suites. En général, elles n'ont pas été conservées, sauf si elles portaient un texte manuscrit du militant.

Lors d'une visite, l'année suivante, Jacques Girault reçut de Gérard Alaphilippe un lourd sac de voyage contenant des documents qu'il avait lui même sauvés après l'incendie. Ils ont été regroupés dans les derniers cartons bien que, hormis les papiers personnels, n'ayant pas une signification particulière.

Christian Oppetit

Directeur des Archives départementales de Seine-Saint-Denis

2005

Notice biographique de Alaphilippe Gérard, Louis, Joseph

Notice destinée au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* reproduite avec l'autorisation de son directeur Claude Penner, établie par Jacques Girault.

Né le 10 septembre 1929 à Rouen (Seine-Inférieure), professeur, marié, communiste, secrétaire général du Syndicat national des enseignements de second degré (1981-1983).

Son père, chef monteur électricien, devenu ingénieur, chez Thomson, puis Thomson-Alcatel, athée, sportif, membre des Jeunesses socialistes et de la CGT, adhéra au Parti communiste français pendant l'Occupation. Sa mère, originaire de Toulouse, opératrice téléphonique, cessa de travailler pour élever ses trois garçons. Gérard Alaphilippe, après avoir effectué sa scolarité primaire dans diverses villes de France (Épinal, Toulouse, Bordeaux, Brest, Pau, Lyon en fonction des déplacements de son père, installateur de centraux téléphoniques), commença ses études au lycée comme interne en 1939 à Toulouse où sa famille s'était fixée. Alors que son père était affecté spécial au Creusot, sa mère devint secrétaire à l'hôpital de Purpan. Il participa, depuis l'âge de huit ans, aux activités d'un groupe des éclaireurs de France où il devint chef de troupe.

Pendant une interruption de scolarité, Alaphilippe effectua un début d'apprentissage chez un artisan serrurier. Dans sa "biographie" remplie en février 1950 pour la section des cadres du Parti communiste français, il indiquait avoir participé à quelques actions de résistance (transmission des rapports sur les PTT établis par son père) à Villemur-sur-Tarn où demeurait sa grand-mère et lors de la libération de Toulouse.

La scolarité secondaire d'Alaphilippe se termina par un succès au baccalauréat (philosophie) en 1946 et il s'inscrivit en Faculté en Philosophie où il obtint la licence (certificats de morale et sociologie en 1948, de psychologie en 1951, de philosophie générale en 1952, d'histoire de la philosophie en 1953). Militant de l'Association générale des étudiants de Toulouse, adhérente à l'Union nationale des étudiants de France, depuis novembre 1948, il en assuma le secrétariat en 1948-1949 et devint le Vice-président de la Corpo des Lettres (1949-1951).

Alaphilippe effectuait différents petits travaux (commis de librairie, employé d'hôpital) pour subvenir à ses besoins tandis que ses parents résidaient en Algérie. Ils vinrent habiter Antony (Seine) en 1956. Il occupa aussi des postes de maître d'internat aux collèges de Pamiers et de Montauban à partir d'octobre 1953. Il présida le groupe des étudiants anticolonialistes de Toulouse, comprenant des étudiants de diverses nationalités. Membre de l'Union de la jeunesse républicaine de France depuis 1947, il appartenait aussi à l'Union des vaillants et vaillantes dont il fut le secrétaire à la propagande de la fédération départementale et aux Éclaireurs de France.

Alaphilippe adhéra au PCF en janvier ou en février (selon les sources) 1947 (cellule Politzer de la section Toulouse-Nord-Esquirol). Il collaborait au *Patriote*, quotidien régional du Front national. Responsable du comité du Parti des cellules étudiantes en décembre 1949, secrétaire de sa cellule, membre du comité de section, proposé pour devenir membre du comité fédéral en 1950, il suivit une école fédérale. À l'issue de sa "biographie", le secrétaire fédéral Roger Martin (*voir ce nom*) indiquait : "jeune camarade intelligent, très dynamique. Un des principaux artisans du redressement du travail parmi les étudiants". Il fréquenta les réunions du bureau, sans en être membre, de la Fédération communiste de Haute-Garonne au début des années 1950, alors suivie par André Marty. Il fut poursuivi après une manifestation pour la paix en Indochine en 1950 pour « violence, voies de fait et rébellion à agents ». Son procès, où il fut condamné à six jours de prison, le 17 janvier 1951, provoqua un grand mouvement de solidarité. Par la suite, en appel, le 18 septembre 1951, il fut condamné à une peine d'amende de 14 288 francs.

Alaphilippe ne fut pas réélu au comité fédéral lors de la conférence fédérale, en mai 1954, puisque, surveillant dans un collège de l'Ariège, il était en instance de départ pour le service militaire qu'il effectua en Allemagne, comme deuxième classe, dans un régiment de Tirailleurs marocains (octobre 1954-décembre 1955) et fut rappelé sous les drapeaux (mai 1956-décembre 1956). Il s'était inscrit pour préparer le Certificat d'études littéraires générales qui lui donnait la possibilité d'obtenir une licence d'enseignement. Son rappel sous les

drapeaux l'empêcha de passer l'examen à la session de juin. Il obtint l'autorisation du doyen de le passer avec succès en octobre.

Désormais, Alaphilippe voulut se rapprocher de ses parents et s'inscrire à la Faculté des lettres de Paris pour préparer un diplôme d'études supérieures sous la direction de Pierre George, conseillé par les enseignants communistes Louis Rieucan et par Jean Bastié qu'il avait connus à Toulouse. Son sujet portait sur la construction immobilière en banlieue Sud. Il le soutint en 1958. Il demanda à travailler comme surveillant dans l'académie de Paris à la fin de 1956. En janvier 1957, il obtint un poste de surveillant au lycée Lakanal à Sceaux puis au lycée Louis le Grand à Paris où il demeura jusqu'en 1960. Il réussit au concours de l'agrégation en 1960.

Alaphilippe, nommé au lycée Thiers de Marseille en 1960-1961, devint rapidement secrétaire d'une section communiste. Il donna un cours à l'Université nouvelle de Marseille, le 23 novembre 1960 sur le développement des pays sous-développés. L'année suivante, il fut muté au lycée Jean-Baptiste Say à Paris et habitait Boulogne-Billancourt, 39 rue des Longs Prés. Il appartenait à la cellule communiste du lycée dont il était membre du bureau. En 1962, proposé pour le comité de la section communiste du XVI^e arrondissement (Auteuil), il remplit une nouvelle "biographie". En 1962, il siégeait au bureau du comité de coordination des comités antifascistes du secondaire. Tout d'abord représentant du lycée Jean-Baptiste Say, il joua un rôle déterminant dans l'évolution du comité. Dans sa "biographie" de 1962, il indiquait bien connaître les deux professeurs communistes Lucien Sève et Jacques Chambaz (*voir ces noms*).

À partir de 1964 Alaphilippe enseigna au lycée Henri IV où il resta rattaché administrativement jusqu'à sa retraite en 1991. Après son détachement syndical à partir de l'année 1967-1968, quand il reprit un poste d'enseignant en 1984, il obtint qu'une partie de son service puisse s'exercer en classe d'Hypokhâgne au lycée d'Antony.

Alaphilippe se maria, à Paris (XII^e), en décembre 1962 avec Éliane, Paulette Valérie Féraud, née le 14 octobre 1934 au Brusquet (Alpes-de-Haute-Provence), conseillère d'orientation, militante du SNES. Ils divorcèrent en octobre 1990.

Membre du Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES) depuis 1953, Alaphilippe, alors surveillant au lycée Lakanal à Sceaux, fut un des organisateurs d'un mouvement de grève des maîtres d'internat et surveillants d'externat de la région parisienne en 1958. Aussi fut-il candidat, comme MI-SE, sur la liste B en mai 1958 lors des élections de la commission administrative du SNES.

Alaphilippe fit partie de ceux qui dans le Parti souhaitaient que soit élaboré un programme pour l'Éducation nationale. Au lycée Jean-Baptiste Say, Jean-Baptiste Marcellesi (*voir ce nom*), alors secrétaire du S1 du SNES, lui proposa de participer à un groupe de réflexions créé par le PCF sur les questions des enseignements de second degré et animé par Maurice Loi (*voir ce nom*), auteur d'un ouvrage *Le désastre scolaire*, paru en 1962, analyse critique de la politique éducative du régime.

Alaphilippe participa, avec l'aide du responsable de la direction du Parti pour l'enseignement, Léo Figuères, à la mise en place d'une nouvelle structure de réflexion englobant les enseignants communistes de tous les degrés, alors relevant de commissions différentes, qui commença à réfléchir sur un programme du Parti en matière d'enseignement s'inspirant du plan Langevin-Wallon. Ce groupe de huit membres, dont Alaphilippe, fut officiellement désigné par le secrétariat du Parti, le 4 février 1964, afin de "considérer que dans l'orientation de notre travail parmi les enseignants, il faut donner toute la place nécessaire à l'activité du Parti". Par la suite, en mai 1964, Figuères cessa d'être responsable des questions des intellectuels et de l'enseignement remplacé par Henri Krasucki. Ce groupe qui s'élargit et fut animé par Georges Cogniot et Pierre Juquin (*voir ces noms*) à partir de l'automne 1964, puis très vite par ce dernier. Le groupe rédigea des brochures encartées ou non dans le mensuel *L'École et la Nation*, Alaphilippe prit part à la rédaction des passages concernant le second degré.

Ce changement s'accompagna d'une nouvelle réflexion des communistes sur la vie interne du syndicalisme enseignant. Jusqu'alors le PCF refusait l'organisation en tendances, nuisible selon lui à la nécessaire lutte unitaire que devaient mener les enseignants. Avec quelques autres enseignants communistes, Alaphilippe revendiqua la notion de tendance. Ces positions se heurtèrent notamment à celles des instituteurs communistes qui, souvent par souci corporatif, entendaient privilégier des formes variées de contacts avec les dirigeants "autonomes" du syndicalisme enseignant. Ces analyses rejoignaient celles de Maurice Loi par exemple qui pourtant n'était pas hostile aux tendances. Le point de vue défendu par Krasucki et Alaphilippe,

s'imposa contre les partisans d'un maintien de l'ancienne tactique (ainsi Cogniot et Loi qui semblaient exclure toute modification des analyses communistes en matière d'enseignement, accordant la prééminence au Parti sur le syndicat). Toutefois tous étaient inquiets de la situation du syndicat dans l'académie de Paris où le S3 était dans un premier temps cogéré par les militants autonomes en perte de vitesse, autour de Letonturier, allié aux élus de la liste B, animés par Victor Leduc et d'autres militants qui venaient de rompre avec le Parti communiste français.

Maurice Loi se retira de la vie syndicale à la demande des dirigeants communistes. Alaphilippe, soutenu par la direction du Parti, devint alors très vite le chef de file des communistes dans l'enseignement secondaire. Il fit adopter une stratégie de rénovation des pratiques des syndiqués de l'académie de Paris. Selon son témoignage (écrit en 1998), s'appuyant sur ses notes de l'époque, lors de l'assemblée générale des journées d'études des enseignants communistes à Gennevilliers, les 17 et 18 février 1968, auréolé par le récent changement de majorité dans le SNES, Alaphilippe put présenter, à la demande de la direction du PCF, avec l'accord de Krasucki, ancien responsable aux intellectuels et du nouveau responsable aux intellectuels et à l'enseignement Roland Leroy, un rapport où il indiquait "c'est notre devoir de communiste de faire que la FEN joue un rôle positif dans la réalisation de l'unité des forces syndicales et des forces politiques de toute la gauche". Critiquant le blocage qu'il attribuait aux directions "autonomes" des syndicats enseignants, il opposait la conception de vie syndicale développée par les enseignants communistes dans la tendance "Unité et Action" du SNES qui commençait à porter ses fruits dans le SNI. Il fallait augmenter la popularisation de ces modèles pour obtenir que les militants "Unité et Action", et parmi eux les communistes, puissent parvenir à partager les responsabilités dans les directions syndicales et dans la nébuleuse laïque. Aussi souhaitait-il une meilleure compréhension de la part de la direction du PCF des modifications en cours et des perspectives.

Ces débats s'expliquent par l'engagement plus actif d'Alaphilippe et d'autres professeurs communistes dans le syndicalisme. Membre du conseil syndical du S3 de l'académie de Paris, il figura en onzième position, en mai 1964, sur la liste B "Unité et Action" pour les élections au niveau national. Élu suppléant de la Commission administrative du SNES, siégeant régulièrement, il intervint par la suite à de nombreuses reprises dans les réunions. Il prit part, à partir de 1966, à la rédaction des lettres et circulaires internes, première structuration du courant depuis 1962, remplaçant Maurice Loi aux côtés notamment d'André Drubay (voir *Lettres internes de la liste B "Unité et Action" -1962-1967 -*, publiées en 1999 par l'IRHSES). L'année suivante, lors de la grève administrative décidée par le SNES, la majorité "autonome" ayant reçu l'accord de la minorité "Unité et Action", il rencontra régulièrement le secrétaire du SNES Chéramy pour participer à son organisation. Constatant que la FEN ne soutenait pas cette action, il joua un grand rôle lors de la décision d'arrêter la grève après le congrès de Pâques 1965, s'opposant à des dirigeants de sa tendance, qu'ils soient communistes comme Dufour, secrétaire du S3 de l'académie de Poitiers, ou non communistes comme Antonini, secrétaire du S3 de l'académie de Montpellier.

En raison de la poussée du nombre des enseignants dans les diverses branches de second degré, alors que le Syndicat national des instituteurs et la Fédération de l'Éducation nationale cherchaient avant tout à préserver les possibles promotions offertes aux instituteurs par la voie des professeurs d'enseignement général des collèges, les analyses nouvelles proposées aux professeurs pouvaient être mieux perçues. Les échecs des actions engagées par la direction "autonome" du SNES ajoutèrent des éléments permettant aux militants "Unité et Action" de conquérir la majorité dans les diverses instances syndicales. Alaphilippe joua un grand rôle dans l'évolution du rapport des forces dans la direction du S3 de l'académie de Paris où régnait une cogestion. Dans un premier temps les amis de Leduc cédèrent la place aux militants de la liste B renouvelée, animée par Alaphilippe qui entra au secrétariat. En mars 1967, la liste B, conduite par Alaphilippe, l'emporta dans le S3 et proposa aux militants de la liste A (autonomes) une participation à la cogestion du syndicat ; ces derniers refusèrent. Désormais la voie était ouverte pour une progression de l'influence du courant "Unité et Action" dans l'espace national. Désigné comme secrétaire général, il impulsa notamment les actions pour obtenir des constructions scolaires (ainsi une manifestation pour la pose symbolique de la première pierre d'un lycée, Porte de Clignancourt).

Alaphilippe signa dans *L'Université syndicaliste*, le 14 novembre 1964, une tribune libre sous le titre "Le congrès de la FEN et la défense de l'école publique". Lors du congrès du SNES qui suivit, membre de la commission corporative, il intervint pour préconiser une action aux côtés des autres travailleurs de la Fonction publique pour la défense de l'enseignement et demander l'élargissement du Comité national d'action laïque

aux parents d'élèves et aux forces démocratiques. Il fut élu membre suppléant de commission administrative nationale.

Pour le congrès national de 1966, Alaphilippe figurait en deuxième position sur la liste "Unité et Action", conduite par Drubay, pour les élections de la commission administrative du SNES. Lors de la fusion avec le Syndicat national de l'enseignement technique en 1967, il prit une part active dans la rédaction des nouveaux statuts du Syndicat national des enseignements de second degré. Il était réélu à la CA en juin 1967, alors que le courant "Unité et Action" emportait la majorité sur le plan national. Dans la nouvelle direction du SNES, les postes de secrétaire général et de secrétaire-adjoint étaient confiés à deux enseignants non communistes, membres de l'enseignement secondaire classique et moderne et de l'enseignement technique, Drubay et Étienne Camy-Peyret (*voir ces noms*). Alaphilippe occupait la troisième place, secrétaire à la formation et à l'information syndicale, directeur des publications syndicales.

Toutefois sa responsabilité de secrétaire général du S3 de Paris lui fit jouer un rôle particulièrement décisif lors des événements de mai-juin 1968. Dans la nuit du 10 mai, où des barricades s'élevèrent au Quartier Latin, il fut présent sur le terrain avec les dirigeants du mouvement étudiant. Plus tard, du siège du S3, à côté du théâtre de l'Odéon, selon son témoignage, il téléphona à Georges Séguy pour lui proposer une rencontre, le lendemain, où il développa les arguments favorables au lancement d'une grève et à l'organisation d'une manifestation, le 13. Lors de celle-ci, il figurait dans les premiers rangs avec les dirigeants étudiants. Dans la soirée du 13, il rencontra Waldeck Rochet, secrétaire général du PCF et l'informa de la gravité de la situation, de la détermination des enseignants et de leurs élèves. A maintes occasions, par la suite, en raison de la grève dans les établissements secondaires, il fut associé à l'organisation des manifestations et à des rencontres avec les autres dirigeants des syndicats en grève. Lors des négociations qui suivirent la rencontre de Grenelle, il représenta le SNES avec André Drubay et André Dellinger (*voir ce nom*). Il fut chargé, avec André Dubus (*voir ce nom*), du dossier des surveillants lors des négociations avec le ministre. Par la suite, il participa à toutes les négociations avec le ministère pour l'organisation des examens et des concours. Le SNES apparut alors comme un élément déterminant dans le fonctionnement des enseignements de second degré.

Quand Drubay quitta le secrétariat général du SNES, en 1971, Étienne Camy-Peyret, alors secrétaire-adjoint, le remplaça et Alaphilippe lui succéda comme secrétaire général adjoint. Quand Camy-Peyret en 1981 quitta le secrétariat général, Alaphilippe lui succéda. C'était la première fois qu'un membre du PCF accédait à de telles responsabilités dans le SNES, avec comme secrétaires-adjoints Monique Vuillat et Jean Petite.

Dans le cadre de ses responsabilités dans le SNES, Alaphilippe se chargea notamment des différentes propositions concernant la formation des maîtres, prenant la défense des Instituts préparatoires à l'enseignement secondaire. Il prit part à toutes les réunions organisées par le ministère sur la formation des maîtres du début des années 1970 au début des années 1980. Sur ces questions, il s'opposa constamment aux thèses du SNI et de son projet d' "École fondamentale". Il prit une part essentielle dans l'affirmation du syndicat comme principal représentant des intérêts des enseignements de second degré par l'organisation de rencontres sur les questions d'enseignement avec le projet d' "école de la réussite". Il eut une grande activité pour mieux structurer le syndicat et à l'intérieur du syndicat et de la Fédération de l'Éducation nationale, la tendance "Unité et action" qui publia à partir de 1970 un bulletin mensuel appelé à se transformer en revue.

D'autre part, son expérience dans le journalisme expliqua certainement l'attention qu'il accorda à la modernisation de la communication syndicale, avec utilisation des techniques audio-visuelles. Il présida au lancement d'une nouvelle formule *Université syndicaliste* (désignée couramment par les initiales, *US*) hebdomadaire, des bulletins réguliers destinés aux responsables des sections syndicales et d'une revue *Degrés*, décidée au congrès de 1983 qui, animée par Alain Dalançon, parut peu avant son retrait du secrétariat général, l'année suivante.

Membre de la commission administrative de la FEN, Alaphilippe défendit, à plusieurs reprises, la nécessité pour la fédération de respecter les prérogatives de ses syndicats nationaux, même s'ils étaient dirigés par des minoritaires. Lors de l'affrontement entre le gouvernement et les organisations syndicales de fonctionnaires en septembre-octobre 1973, la FEN, estimant que les engagements ministériels la satisfaisaient, leva le mot d'ordre de grève alors que la CGT et la CFDT appelaient à la grève, le 11 octobre. Les quatre syndicats dirigés par la tendance "Unité et action" (SNES, SNESup, Syndicat national de l'éducation physique et Syndicat national des chercheurs scientifiques) appelèrent à la grève pour protester contre la baisse du pouvoir d'achat. Les dirigeants de la FEN estimèrent qu'il leur fallait réagir contre une telle violation du "pacte

unitaire" de 1948. Dans un numéro spécial de *L'enseignement public* d'octobre 1973 parut un "Manifeste pour l'unité et la responsabilité de la FEN" proposé au prochain congrès fédéral qui affirmait que les syndicats nationaux devaient laisser à la FEN l'exclusivité dans les négociations touchant l'ensemble de la fonction publique. Si cette règle n'était pas respectée, la FEN n'aurait pas « d'autre possibilité que d'enregistrer cette rupture ». En riposte, les quatre syndicats publièrent un "Appel pour l'unité et l'efficacité de la FEN" à la rédaction duquel Alaphilippe prit une grande part. La rupture semblait en marche. Lors du congrès de novembre 1973, Alaphilippe fut le porte-parole des quatre syndicats. Pour lui, la FEN devait respecter "la volonté des syndiqués" et "être présente, active et efficace". Elle devait organiser l'unité d'action et il dénonçait la tentative des dirigeants de la FEN qui, par "le chantage à la scission" ou "la menace permanente de l'exclusion" ne cherchaient qu'à redonner confiance à leurs militants. Il fallait donc, selon lui, que la FEN respecte les syndicats nationaux et renonce à toute évolution vers un syndicat général. Au terme du débat où chaque tendance fit connaître son opinion, le Manifeste de la direction fut adopté par 55 % des mandats et l'appel des quatre syndicats repoussé par 59 % des mandats. Cet épisode apparaît comme un tournant dans la vie de la FEN et dans l'affrontement entre majoritaires et le courant "Unité et Action".

À plusieurs reprises, Alaphilippe pesa pour que l'indépendance syndicale soit respectée. Les différences d'appréciations entre le SNES, dirigé par un membre du PCF, et les responsables de l'enseignement dans ce Parti, qui s'étaient déjà manifestées, lors du projet de réforme Fontanet en janvier 1974, en portèrent témoignage. Il eut à propos de cette réforme de violents accrochages avec Pierre Juquin, responsable du PCF aux questions de l'enseignement. La presse s'en fit l'écho. Toutefois, pour l'extérieur, il apparaissait souvent comme le dirigeant communiste du syndicat. Dans les nombreuses discussions internes au Parti communiste et dans celles qu'il eut avec la direction du Parti, il défendit un point de vue toujours favorable à l'organisation d'une tendance alors que jusqu'alors la direction du Parti s'opposait à une telle orientation. De la même façon, il réussit à faire admettre que les questions enseignantes ne devaient pas être traitées en accordant la priorité aux instituteurs communistes. Toutefois, sa responsabilité de secrétaire général du SNES correspondit avec les premières années du gouvernement d'union de la gauche et des syndiqués lui reprochèrent parfois d'avoir accepté de ne pas lutter contre certaines réformes qui amenèrent quelques dégradations dans les conditions d'enseignement, notamment dans les collèges. Pourtant au sein de la direction du syndicat, il se montrait partisan de distances à l'égard de la politique du gouvernement dans le domaine de l'enseignement. Il fut à l'origine de la première manifestation publique du SNES contre cette politique.

Le 26 septembre 1984, lors de la réunion du conseil national du SNES, Alaphilippe, qui avait interrompu ses activités pendant quelques semaines au printemps, démissionnait de son poste de secrétaire général "pour des raisons personnelles" et souhaitait que Monique Vuailat lui succède. Jean Petite, dans *L'Université syndicaliste*, le 28 septembre 1984, signait un long article lui rendant hommage.

Alaphilippe reprit son travail d'enseignant, période difficile où se mêlèrent lassitude et maladie. Progressivement, il prit des distances avec les activités politiques et syndicales, se contentant que quelques apparitions et témoignages lors de la première initiative de l'Institut de Recherches historiques sur le syndicalisme dans les enseignements de second degré, qu'il avait contribué à créer, sur la fusion de 1966 entre le Syndicat national de l'enseignement secondaire et le Syndicat national de l'enseignement technique.

SOURCES : Archives PCF : réunions du secrétariat et dossiers biographiques (février 1950, mai 1962) — Archives IRHSES. — Fonds Alaphilippe, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. — Presse syndicale — Témoignage recueilli par l'Institut national de la recherche pédagogique (analyse dans *Témoins et acteurs des politiques de l'éducation depuis la Libération*, INRP, 1995). — Renseignements fournis par l'intéressé.

Jacques Girault,
professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paris XIII

Introduction

Les archives de Gérard Alaphilippe, secrétaire général du SNES de 1981 jusqu'en 1984, déposées aux Archives départementales en septembre 2000, ont été classées par Jacques Girault. Celui-ci a essayé dans la mesure du possible de conserver la logique de classement du déposant qui suit à la fois un ordre thématique et chronologique. La plupart des dossiers ont été constitués par Gérard Alaphilippe. Le fonds couvre une période allant de 1958 à 1999, il est constitué de 41 articles représentant 4 ml d'archives.

- Un premier ensemble réunit les archives constituées par le militant syndical et porte sur le syndicalisme enseignant dans ses différentes tendances, et plus particulièrement sur la section syndicale académique « S3 » dont Gérard Alaphilippe a été le responsable, sur le SNES et la Fédération de l'éducation nationale -FEN (211J 1-28) ainsi que sur la réflexion menée par les communistes sur la vie interne du syndicalisme enseignant.
- Un deuxième ensemble porte sur le militantisme politique de Gérard Alaphilippe membre du Parti communiste français. On y trouvera des documents sur la cellule du lycée Louis le Grand, la cellule Maublanc du lycée Henri IV et la lettre de la cellule Sorbonne – lettre en 1958 (211J). Le nom de Gérard ALAPHILIPPE apparaît dans les dossiers de la Commission de contrôle politique déposés par le PCF aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis sous la cote 261J 6/9. En effet M. Alaphilippe avait été auditionné pour l'affaire concernant les « Désaccords d'intellectuels après 1956 » (211J 19-22).
- Un troisième ensemble rassemble les cours que Gérard Alaphilippe professeur agrégé a dispensé à ses élèves, avec des dossiers pédagogiques sur différents thèmes tels que Paris, le pain, l'Afrique noire ou la colonisation...
- Enfin un dernier ensemble concerne les archives provenant d'un deuxième dépôt, arrivé plus tardivement et classé dans un deuxième temps, ces archives portent sur des thématiques syndicales et comportent également des dossiers personnels qui ne sont pas communicables en l'état (211J 39-40).

Ces archives, qui complètent celles des professeurs Jacques Girault, Claude Willard ou Jean Suret-Canale, représentent une source importante pour la connaissance du militantisme syndical en milieu enseignant. Il représente également un témoignage intéressant sur l'activité et la réflexion pédagogique d'un enseignant engagé dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Ce fonds est communicable sur autorisation du déposant. En cas d'empêchement de sa part, le déposant mandate le directeur des Archives départementales pour délivrer ces autorisations (cf. articles 4 et 6 du contrat de dépôt en page 37 de cet répertoire).

Françoise BURG
Archives départementales
De la Seine-Saint-Denis
2008

Sources complémentaires

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Fonds de l'Institut d'histoire sociale CGT – IHS-CGT

- **Union nationale syndicale de l'éducation nationale (UNSEN-CGT), ex Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel (SNETP), 1950-1996, 54.40ml, 227J (répertoire disponible).**

Les archives renseignent sur l'évolution puis la transformation du SNETP en Union nationale syndicale au congrès de mars 1988 à Dieppe. A noter dans ce fonds des dossiers d'archives concernant Monsieur Paul Delanoue, président de la Fédération internationale des syndicats d'enseignant (FISE) et directeur de la revue *Enseignants du monde*.

- **Fédération internationale des syndicats d'enseignants (FISE), 1946-1989, 150 ml, 101J (non classé).**

La FISE est une union internationale syndicale (UIS) de la FSM. Une centaine d'organisations et quelques 18 millions d'adhérents ont été affiliés à la FISE. De 1946 à 1989 son siège est à Berlin, elle édite une revue trimestrielle en quatre langues (anglais, espagnol, français, allemand) *Enseignants du monde*. En France, La FERC, Le SNETP-CGT, le SNRTS, le SNESUP, sont adhérents ; le SNES, le SNEP, le SNETAP sont membres associés. Les archives renseignent sur les réunions statutaires, les conférences et les actions menées par cette organisation. Seules les archives audiovisuelles ont été classées.

Fonds de professeurs

- **Jean Suret-Canale, professeur de lycée et d'université, membre du comité central du PCF, collaborateur de la section politique extérieure du CC et du CERM, 1938-2003, 55 ml, 229J (récolement provisoire sur la thématique Afrique disponible).**

Les archives informent sur ses multiples activités politiques, syndicales et professionnelles. A noter de volumineuses archives sur l'Afrique occidentale française (AOF) dès 1945, notamment sur les Groupes d'études communistes africains et sur l'Union des syndicats confédérés de Dakar, puis à partir de 1959 sur la Guinée indépendante. De nombreux dossiers renseignent sur l'enseignement et la pédagogie. Jean Suret-Canale a participé à la mise en place de programmes et de manuels d'enseignement en Afrique.

- **Jacques Girault, professeur des universités, Paris 13, président honoraire de l'Association histoire et mémoire ouvrière (AHMO), conseiller municipal de Châtenay-Malabry, 1960-2002, 30 ml, 247J, 319J (répertoire disponible).**

Les archives contiennent des dossiers historiques et géographiques, ainsi que des archives relatives à ses activités militantes : réunions du conseil municipal de Châtenay-Malabry, activité et publications de l'Institut Maurice Thorez (IMT), de l'Institut de recherches marxistes (IRM) (1968-1979) et de l'Université Nouvelle (1963-1966), collection des revues *Futurs* (1992-2001) et *M, Marxisme, Mouvement* (1988-1998). Elles renseignent également sur les cours dispensés par ce professeur : dossiers thématiques, travaux d'étudiants annotés et corrigés par lui-même. À noter des recherches biographiques sur les militants de banlieue, l'histoire de la banlieue et des monographies communales.

- **Claude Willard, professeur émérite à l'Université de Paris 8 - Saint-Denis, président des Amis de la Commune de Paris, 1970-2000, 7 ml, 212J (répertoire disponible).**

Ces archives renseignent sur les cours dispensés par ce professeur. Elles sont constituées de dossiers thématiques composés de notes préparatoires de cours, d'extraits d'ouvrages, de coupures de presse, de travaux d'étudiants annotés et corrigés par lui-même, et d'une série d'ouvrages et de périodiques.

Fonds du Parti communiste français

- Commission centrale de contrôle politique (CCCP), 1958-1994, 2 ml, 261 J 6 (*répertoire disponible*).

Chargée d'examiner les propositions de sanctions impliquant une décision du comité central ainsi que les recours présentés par des membres du Parti ayant fait l'objet de sanctions, elle soumet des propositions de décision à la direction nationale du PCF. En novembre 1998, la direction du PCF déclare « nulles et non avenues toutes les sanctions prises en lieu et place du débat politique » durant son histoire et plusieurs dossiers de la CCCP relatifs à des « affaires » emblématiques de portée nationale sont symboliquement déclassifiés. Ils sont déposés auprès des archivistes du PCF en 2000 et deviennent communicables.

Il s'agit des dossiers concernant la cellule « Saint-Germain-des-Prés » (1950-1998), Henri Fiszbin (1979-1988), Georges Guingouin (1944-2001), le procès Victor Kravtchenko (1949), Auguste Lecoœur (1952-1991), André Marty (1921-1953), Marcel Servin et Laurent Casanova (1960-1964), Charles Tillon (1950-1978), Roger Garaudy (1970), les désaccords d'intellectuels après 1956 (Aimé Césaire, Tristan Tzara, Roger Vaillant, la cellule « Sorbonne-Lettres »), les interventions d'Henri Slovès au sujet des juifs en URSS (1956-1960).

- Commission enseignement, 1965-1979, 2 ml, 261 J 12 (non classé).

Créée dans les années 1960 et rattachée à la section Intellectuels- culture jusqu'en 1994, la commission est dirigée par Maurice Perche, Pierre Juquin, Michel Duffour. De 1982 à 1990, Francis Chouat suit les questions relevant de l'enseignement, Jean-François Tournadre celles touchant à l'université. Paul Fraysse est chargé de l'ensemble de 1990 à 1994.

La commission contribue à l'animation de la revue *L'École et la Nation*, dont les directeurs successifs sont Maurice Perche puis René Maurice.

Les archives déjà identifiées concernent les activités du secteur (1965-1975), l'enseignement général, l'enseignement supérieur, la recherche (1965-1973), la formation professionnelle et la situation économique des jeunes (1965-1979).

Thèses et mémoires

9J 109 : L'apport des Archives Départementales dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie d'après les Instructions officielles du 18 juin 1984 / par Gérard Andréani et Brigitte Derdaele. Mémoire sous la direction de Christian Bouyer et Roberto Gimeno, Ecole Normale de Livry-Gargan, 1985. - 1 vol., 104 p. + 7 p. de pl., 30 cm.

Bibliographie

- Archives et sources pour l'histoire de l'enseignement / textes présentés par Thérèse Charmasson. - Paris : Comité des travaux historiques et scientifiques, 2005. - 391 p. : couv. ill. en coul. ; 22 cm. - (Orientations et méthodes ; 5).

- La fédération unitaire de l'enseignement (1919-1935) : aux origines du syndicalisme enseignant / Loïc Le Bars. - Paris : Syllepse, 2005. - 556 p. : ill., couv. ill. ; 23 cm. - (Coll. Le présent avenir).

- L'enseignement de l'histoire en France : de l'Ancien Régime à nos jours / Patrick Garcia, Jean Leduc. - Paris : A. Colin, 2003. - 319 p. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (U.Histoire).

- Rapport mondial sur l'éducation 1998 : les enseignants et l'enseignement dans un monde en mutation / Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture - UNESCO; avant-propos de Federico Mayor, ... - Paris : UNESCO, 1998. - 174 p. : tableaux et graphiques ; 30 cm.

- Je me souviens... de mes débuts d'enseignant (1947-1992) : recueil de témoignages / coordonné par Annie Burger-Roussenac ; préf. de Mona Ozouf. - Champigny : SCEREN - Centre Régional de Documentation

Pédagogique de l'Académie de Créteil, 2003. - 204 p. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Documents-Actes et rapports pour l'éducation, ISSN 1159-6538).

- Deux cents ans d'Inspection générale, 1802-2002 : mélanges historiques / Association pour la célébration du bicentenaire de l'Inspection générale de l'Education nationale ; sous la dir. de Jean-Pierre Rioux ; préf. par Jack Lang ; avant-propos par Geneviève Becquelin. - [Paris] : Fayard, 2002. - 411 p. ; 24 cm.

Périodiques

- L'Ecole et la Nation, 1951-1976, 2946Per ; 243J 6 ; 2735Per

Cette revue mensuelle est éditée par la Comité central du PCF. A son premier numéro, paru en octobre 1951, Etienne Fajon en est la directeur et André Pierrard le rédacteur en chef. La revue s'adresse, selon le premier édito intitulé « Nos buts », aux instituteurs et institutrices « des hameaux, des villages et des cités de France » et se détermine comme l'expression du Parti communiste français sur les questions touchant à l'enseignement. On notera parmi ses animateurs premiers la présence de Fernande Seclet-Riou. Dans les années 70, Maurice Perche en est le directeur, et la revue fonctionne en lien avec le secteur enseignement du Comité central. *L'Ecole et la Nation* apparaît comme le lien entre le monde de l'enseignement et de l'éducation et le Parti communiste français. A partir de septembre 1989, elle est publiée en encart dans *Révolution* (n°497 de *Révolution*, n°402 de *L'Ecole et la Nation*). Maurice Perche en est alors toujours le directeur, assisté de Francis Chouat (directeur adjoint), Alfred Sorel étant rédacteur en chef.

A noter que cette collection pourra être utilement complétée par une collection achetée par les AD 93, allant de 1973 à 1987, sous la cote **2735 Per**.

- **UNSEN –INFO, puis CGT Educ'Action, 1991-2008, 1852 Per, 2457Per**

- **Syndicat national des collèges et des lycées - SNCL FAEN, section de Créteil, 1994-2007, 2018Per**

- **Bulletin du SGEN - CFDT 93,1990-2004, 536Per, 1908Per**

- **FSU 93 infos, 1994-2007, 1898Per**

- **Syndicat National Unitaire Instituteurs Professeurs des écoles- SNU IPP93–PEGC, 1994-2001, 1900Per**

- **Syndicat national des écoles – SNE 93, 1994-2001, 1893Per**

Autres centres d'archives

Centre des archives du monde du travail à Roubaix

- Archives de la FEN.

Bourse du travail de Saint-denis

- Syndicat départemental de l'éducation nationale – SDEN-CGT.
Ces archives ont été déposées par Jean-Pierre Blanchouin et sont cotées BW93 .

Centre d'histoire du travail Université de Nantes

- Catalogue des périodiques : publications syndicales enseignantes, SNETP et FEN (CAC 11 à 14).

Sommaire

REPertoire NUMERIQUE DU FONDS GERARD ALAPHILIPPE	19
LISTES DES SIGLES	20
211J1- 3 LE S3 DE L'ACADEMIE DE PARIS DU SNES, 1961-1968	21
211J4-13 CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE DE DOCUMENTS PORTANT SUR DIVERS THEMES, 1958-1964	22
211J 4 1958-1964	22
211J 5 1964-1966	22
211J 6 1965-1967	22
211J 7 1966-1967	23
211J 8 1966-1969	23
211J 9 1969-1982	23
211J 10 1983-1984	24
211J 11 1984-1985	24
211J 12 1984-1995	24
211J 13 1994-1997	24
211J14-18 ORGANISATIONS SYNDICALES, 1964-1984	25
211J 14 La tendance Unité et Action, 1965-1966	25
211J 15-17 Le Syndicat national de l'enseignement secondaire-SNES, 1966-1999	25
211J 18 La Fédération de l'Éducation nationale (FEN), 1964-1966	25
211J19-23 ACTIVITE POLITIQUE DE GERARD ALAPHILIPPE, 1951- 1988	26
211J 24-29 DOCUMENTS DIVERS SUR LE SYNDICALISME ENSEIGNANT, 1919-1999	28
211J 24-26 Dossiers et titres établis par Gérard Alaphillippe, 1919-1999	28
211J 27-28 Dossiers et revue de presse, 1967-1992	28
211J 29 Documents pour l'histoire du syndicalisme enseignant , 1987-1993	29
211J 30-36 DOSSIERS ET COURS A USAGE PEDAGOGIQUE	30
211J 30 Cours de géographie	30
211J 31 Paris	30
211J 32 Le pain	30
211J 33 Economie	30
211J 34 Agrégation	30
211J 35 Préhistoire	31
211J 36 Travaux divers d'élèves	31
211J 37 DOSSIERS PERSONNELS	32
211J 38- 40 DEUXIEME DEPOT	33

211J 38	Dossiers syndicaux, 1977-1981	33
211J 39-40	Dossiers personnels	33
211J 41	PERIODIQUE ET OUVRAGES	34
INDEX GENERAL		35

Répertoire numérique du fonds Gérard Alaphilippe

Listes des sigles

AE : Adjoint d'enseignement
ANATEP : Association nationale de transports des élèves de l'enseignement public
BN : Bureau national
CA : Commission administrative
CAP : Commission administrative permanente
CAPA : Commission administrative paritaire académique
CAPN : Commission administrative paritaire nationale
CASDEN : Caisse d'aide sociale de l'Education nationale
CES : Collège d'enseignement secondaire
CFDT : Confédération française démocratique du travail
CGT : Confédération générale du Travail
CN : Conseil national
CNAL : Comité national d'action laïque
CPR : Centre pédagogique régional
CRHMSS : Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme
EE : École émancipée
ENS : École normale supérieure
FCPE : Fédération des conseils de parents d'élèves
FEN : Fédération de l'Education nationale
FIPESO : Fédération internationale des professeurs de l'enseignement secondaire officiel
FISE : Fédération internationale des syndicats d'enseignants
FSM : fédération syndicale mondiale
FSU : Fédération syndicale unitaire
IPES : Institut pédagogique d'enseignement secondaire
MA : Maître auxiliaire
MAIF : Mutuelle assurances des instituteurs de France
MI-SE : Maître d'internat-surveillant d'externat
OSP : Orientation scolaire et professionnelle
PCF : Parti communiste français
S1 : Section syndicale dans un collège ou lycée
S2 : Section syndicale départementale
S3 : Section syndicale académique
S4 : Syndicat national
SEDES : Société d'édition d'enseignement supérieur
SERP : Syndicat des enseignants de la région parisienne
SGEN : Syndicat général de l'Éducation nationale
SNES : Syndicat national de l'enseignement secondaire - Classique – Moderne -Technique, puis Syndicat national des enseignements de second degré
SNET-AA : Syndicat national de l'enseignement technique apprentissage autonome
SNET-CGT : Syndicat national de l'enseignement technique
SNETP-CGT : Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel
SNI : Syndicat national des instituteurs
SUDEL : Société universitaire d'édition et de librairie
UA : Unité et Action
UEC : Union des étudiants communistes
UGFF : Union générale des fédérations de fonctionnaires
UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
US : *Université syndicaliste*

211J 1-3 Le S3 de l'Académie de Paris du SNES, 1961-1968

- 211J 1**
- Congrès du S3, 1963-1968.
 - Documents divers, s. d. :
 - . vade-mecum IPES-CPR, MI-SE,
 - . université syndicaliste,
 - . bulletins du S3.
 - Actions antifascistes, 1952-1963.
 - 1961-1952, divers.
 - 1964, le traitement binôme.
 - 1964-1965, divers.
- 211J 2**
- 1964-1965, circulaires.
 - 1965-1966, circulaires.
 - 1965-1966, circulaires et réunions.
 - 1965, SNET-CGT.
 - 1965, réunion de tendance. Démission de Leduc.
 - 1965, divers.
 - 1965-1966, premier cycle, CES.
 - Élections dans les établissements parisiens, 1964, 1966, 1967.
 - 1965-1966, courriers de S1.
 - 1965-1966, rapport d'activité, votes, résultats des élections à la CA nationale, circulaire "autonome" de Letonturier.
 - Pâques 1966, vote sur rapport d'activité, vote sur fusion.
 - 1966-1967, réunion de tendance. Les nouveaux S2, démission de [Ruffe] (décembre 1966), congrès du S3 (janvier 1967), circulaires diverses, IPES, SERP.
- 211J 3**
- Élections à la CA du S3, 1967-1968.
 - Élections au S2 de Paris, janvier 1969.
 - Élections au S3 mars 1971, rapport d'activité de décembre, 1970.
 - SNES, 1966.
 - Colloque de la Fédération internationale syndicale de l'enseignement, 1967.
 - Congrès du SNES, (chemises vides), 1967.
 - Circulaires SNES-SNET, 1965-1966.
 - FEN-CNAL, 1965-1966.
 - Article pour *L'US* après le congrès de fusion, 1966.
 - Déclaration à la commission administrative du SNES et tendance Unité et Action, 1966.
 - Circulaires de la tendance B du SNES, 1965-1966.

211J 4-13 Classement chronologique de documents portant sur divers thèmes, 1958-1964

- 211J 4 1958-1964**
- Échanges franco-allemands, 1958-1962.
 - Imprimés divers, s.d.
 - Papiers personnels, s.d.
 - Correspondance URSS, s.d.
 - 1960-1961, *La Voix des parents*.
 - Colloque Algérie 1960, brochure de G. Cogniot, *La réforme de l'enseignement*, journée des enseignants communistes, Marseille, février 1961.
 - Articles de journaux sur l'Afrique, s.d.
 - Articles de journaux sur l'Université, s.d.
 - 1961-1962, prise de position du lycée Michelet.
 - 1960-1961, presse.
 - 1963-1964.
 - Les MI-SE.
 - Articles de presse sur l'enseignement et la réforme, l'application de la loi Debré, le CNAL, les congrès des syndicats enseignants :
 - . élections à la CA du SNES, 1962, 1964,
 - . réunion de la liste B, 11 juin 1964,
 - . le S3 de l'Académie de Toulouse.
- 211J 5 1964-1966**
- Congrès du SNES, 1965.
 - Réunions de la CA nationale et réunions de tendances.
 - Réforme Fouchet, 1965.
 - FISE.
 - Pédagogie.
 - Notes diverses et articles de presse.
 - *Le Travailleur de l'enseignement technique* et réactions du syndicat CGT de l'enseignement technique.
 - Lettre de Simon à André Drubay, 31 mai 1965.
 - Projet de loi sur la réforme de l'enseignement.
 - Articles de la presse syndicale.
 - Congrès du SNES de 1966.
 - Questions pédagogiques au congrès du SNES.
 - Préparation du congrès, liste UA.
 - Diverses réactions venant des S3.
 - SNI (novembre 1965).
 - Interview de Fouchet à *Réalités*, juin 1966.
 - Rapport au congrès du SNET, février 1966.
 - Réunions de tendance B, 13 mars 1966, 8 mai 1966.
 - Bulletin FEN Bouches-du-Rhône.
 - Bulletins SNES S3 (Lille, Bordeaux).
 - Affaire Augé-Orcié.
 - Interventions aux congrès du SNES (1965, 1966) et de la FEN (1965).
- 211J 6 1965-1967**
- Circulaires FEN.
 - Circulaires SNES.
 - Jeunes (UEC, ENS, IPES, CPR), ANATEP.

- MI-SE (lettres, Vademecum, catégories AE-MA-MI-SE), Elyane Ficard, secrétaire de catégorie MI-SE.
- Intervention de Drubay au congrès de la FEN, 1966.
- Élections CA du SNES juin 1966, préparation du congrès de la FEN par Unité et action.
- Formation des maîtres, 1966-1967.
- IPES, CPR, ENS, MA, MI-SE, 1966-1967.
- FEN 1966-1967 : SNET-AA, *École libératrice*, Bulletins FEN - Marne, Drôme, Ardèche, Bouches-du-Rhône -, CA et circulaires de la FEN, préparation du congrès de la FEN.

211J 7

1966-1967

- Congrès national du SNES 1967 (élections, motions, discussion, éléments de préparation, notes aux réunions du BN et de la CA, documents divers).
- Congrès national du SNES 1967, rapports préparatoires.
- OSP, catégorie.
- *La tribune des fonctionnaires et des retraités*, UGFF.
- SNES : Formation des maîtres, CA et actions diverses, Tribune libre de l'US, divers articles et communiqués, projet Laurent sur l'auxiliariat.
- SNES 66-67 : document pour la rentrée 66, information sur les S3 de province, lettres diverses.
- Réforme du supérieur, 1965-1966.
- Parents d'élèves, 1964-1966.

211J 8

1966-1969

- FISE, FIPESO.
- Bulletins de S2 (Lille, Montpellier, Nancy, Reims).
- Article pour l'US.
- Circulaires FEN, SNES.
- Intervention de Sorel à la CA de la FEN, 16 février 1967.
- FEN : circulaires et bulletins départementaux.
- SNES I, déclaration des élus de la liste Sorel au BN du SNI (janvier 1968), comptes rendus de réunions de la FEN et du SNES, (janvier-mars 1968), grèves de février et mars 1968, problèmes corporatifs, congrès du SNES en avril 1968, CN du SNES (juin 1968).
- SNES II, réunions diverses des ENS, congrès SNC, SNETAA, congrès des fonctionnaires (mars 1968), décharges (1967-1968), MAIF, S3 de Lille.
- SNES, action, avril-mai 1968.
- Audiences, 1967-1968.
- SNES lettres.
- Tendances : UA, EE, Autonomes.
- SNES, 1968-1969 :
 - . bulletins de S3 Toulouse, Lille, Montpellier,
 - . congrès SNES (1969), motions.

211J 9

1969-1982

- Congrès (1970), motions votées, 1968-1970.
- *SNES informations, Université syndicaliste*, 1970-1971.
- Élections, organisation du travail du S4, lettres de Camy-Peyret, de Michaux, 1973.
- Congrès de Rouen, 1972-1973.
- Organisation du S4 et S3 de Limoges (1973-1974), rapports avec le Syndicat national des collègues (1973 à 1982), 1973-1982.
- Décharges, rapport d'activités, réunions de secrétariat, entrevue FEN-SNES, Unité et action FEN, discours de René Haby, lettres, 1974-1975.
- Élections CAP, aménagement rue de Courty, relations S3/S4, lettres, 1975-1976.
- Documents envoyés par le SNES à la FEN pour le "livre blanc", lettres, 1976-1977.
- Contribution de Berger au séminaire d'avril 1978, lettres au sujet de Patard, 1977-1978.

- Activités du secrétariat et du bureau national, lettres sur le S3 de Nice, de Berger, secrétariat, 1978-1979.
- Lettres diverses : Henry Estienne, 1980-1981.
- Dossier pour la conférence de presse du SNES du 8 octobre 1981, affaire Hélène Vabre-Max Guedj, brochure du SNES, *Former les enseignants pour aujourd'hui et demain* (1981), 1981-1982.
- Rassemblement du SNES, 22-23 janvier 1983 :
 - . "Une école pour réussir. Ce qu'il faut changer dans le second degré", intervention de Gérard Alaphilippe, 1983.

211J 10 1983-1984

- Audiences et rencontres : Élysée, Matignon, Savary, Cabinet.
- Vie du SNES, circulaires, audiences, lettres, secrétariat.
- Rassemblement du 8 mars 1984.
- Notes de Louis Weber, septembre-novembre 1983.
- Notes sur "Des fabriques de cancrès ?" émission d'Apostrophes, 2 mars 1984.
- Secrétariats, mars - septembre 1984.
- Documents pour réunions.

211J 11 1984-1985

- Projection du film « Pour qu'ils réussissent ».
- Stage national "Expression et communication".
- Bureau fédéral FEN, 14 juin 1984.
- Rencontre SNES-SNI, juin 1984.
- SNES, notes diverses, lettres, affaire Blache, FCPE.
- Élections aux CAPN et CAPA.
- Circulaires et documents du S4.
- Documents ministériels.
- Séminaire UA SNES, 11-12 septembre 1984.
- UA préparation de la rentrée, 1985.
- Revue de presse, février-mars 1985.
- CN du SNES 6 juin 1984, "Construire une école de la réussite".
- Photocopies du bulletin du Syndicat national des collèges, février 1984.
- Courrier, 1984.

211J 12 1984-1995

- Conseil national du SNES, 25-26 septembre 1984.
- Congrès FEN, 1992.
- Congrès SNES Bourg en Bresse, 1993.
- Congrès SNES Reims, avril 1995.

211J 13 1994-1997

- Congrès FSU, Mâcon, mars 1994.
- Congrès FSU, Toulouse (décembre 1997), comprenant des photocopies du jugement du tribunal correctionnel de Toulouse en 1950 concernant Gérard Alaphilippe.
- Journaux divers : *Paris-SNES info* (1992), journaux syndicaux variés.

211J 14-18 Organisations syndicales, 1964-1984

- 211J 14 La tendance Unité et Action 1965-1966**
- Organisation, 1965-1966 :
 - . les adresses de Drubay,
 - . réunion de travail du 28 novembre 1966 pour organisation d'Unité et Action, réunions 1964 et 1965 liste B,
 - . questionnaires et adresses académie de Paris,
 - . académies de province,
 - . correspondants S3 Paris liste Unité et Action (1966),
 - . province,
 - . PCF, adresses académie de Paris.
- 211J 15-17 Le SNES 1966-1999**
- 211J 15**
- Organisation de la direction du SNES :
 - . collectif organisation du S4, 1971-1973,
 - . organisation collectif de direction du S4 (1971), le secrétariat, les secteurs, congrès de 1973, personnel, décharges,
 - . collectif organisation du S3 (1973-1975), comptabilité, travaux, budget, rue Boulard, projet d'installation 209 boulevard Saint-Germain,
 - . préparation des listes CA, organisation des secteurs, 1977.
- 211J 16**
- Syndicalisme Orientation SNES, 1966-1984.
 - Liste B province, dossiers par académies :
 - . Aix à Lille, 1967,
 - . Limoges à étranger, 1967,
 - . province liste B (1966), adresses (1966), adresses des dirigeants du SNES (1983-1984), 1966-1984,
 - . agenda planning 1984.
- 211J 17**
- Congrès de Nice du SNES (1997) et de Lille (1999).
- 211J 18 La Fédération de l'Éducation nationale (FEN) 1964-1966**
- La FEN, congrès, 1964, 1965, 1966.
 - La FEN et l'unité, 1966 :
 - . actions avec le SGEN, le SNI, le SNES,
 - . dossier SERP avec plusieurs numéros de *L'École du Grand Paris*, 1966.
 - FEN, circulaires (1965).

211J19-22 Activité politique de Gérard ALAPHILIPPE, 1951- 1988

- 211J 19**
- Université nouvelle à Marseille, 1960.
 - Conférence de la fédération de Paris du Parti communiste français, juin 1962.
 - Comité antifasciste du lycée Jean-Baptiste Say, 1962.
 - Dossier de la conférence de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, 1961.
 - Documents divers sur l'activité communiste dans les Bouches-du-Rhône.
 - Comité antifasciste du lycée Thiers (Marseille) et activité communiste, 1961.
 - Union française universitaire : hommage à la Résistance (1964), colloque à l'UNESCO, (mai 1965), voyages en URSS avec Gérard Alaphilippe comme guide (1964), 1964-1965.
 - La Cité universitaire du boulevard Jourdan, 1958.
 - Maison de provinces françaises, 1959.
- 211 J 20**
- Cellule du lycée Louis le Grand, 1959.
 - Centre d'études de politique étrangère, 1958-1959.
 - Le PCF et la réforme Fouchet, 1965.
 - Interview à *Heures claires*, septembre, 1965.
 - La réforme de l'enseignement en 1965 à partir de l'expérience du lycée Lakanal.
 - Le PCF et la réforme de l'enseignement, 1966.
 - Conférence de la fédération communiste de Paris, 1966.
 - Union française universitaire, 1966.
 - Congrès du PCF, 1967.
 - Le Parti et les femmes, 1970.
 - Diverses réunions du parti communiste dont la commission de l'enseignement, 1969-1972.
 - Renseignements techniques fournis à la direction du PCF sur les demandes de congés d'études, 1970.
 - La section Sorbonne du PCF à Paris, 1964 et 1965.
 - Le section du 5^e arrondissement du PCF, 1965-1985.
- 211J 21**
- Secteur Société française de l'Institut de Recherches marxistes, 1968.
 - Convocations, réunion Fabien, Conseil national de Bobigny, 1980.
 - 1979-1980, contribution de Gérard Alaphilippe après écoute du rapport introductif de Michel Duffour, 10 décembre 1980.
 - Réunions de la commission de l'enseignement du PCF, début années 1970.
 - Réunions à Fabien "PCF et formation des maîtres", 1981.
 - Centre d'études et de recherches marxistes, 1964-1965.
 - Centre d'études et de recherches marxistes, 1967.
 - Le Milliard pour le Vietnam, 1966.
 - Conférences (1964), "Marx et Lénine", "Le vrai visage du marxisme".
- 211 J 22**
- Le lycée Henri IV , Amicale, SNES, cellule PCF, 1976-1984.
 - Cellule Maublanc du lycée Henri IV comprenant des documents de trésorerie, des cartes, un exemplaire de la lettre de la cellule Sorbonne-Lettres, 10 octobre 1958.
 - Cellule Maublanc du lycée Henri IV : activités, journaux de cellule, 1951-1962.
 - Réunions de la commission de l'enseignement du PCF, début années 1970.
 - *Réalités 5^e*, 1966.
- 211 J 23**
- PCF, 1977-1984 :
 - . rencontre "Formation, renouveau national, développement des hommes, 1984,
 - . commission de l'enseignement , conférence nationale, 7-8 janvier 1978,
 - . 1977-1988,
 - . 25^e congrès, 1984.
 - Comité pour juger Duvalier.

- Photocopies d'extraits : *Libres enfants de Summerhill*, Le Goff, *Mai 68. L'héritage impossible*, *La Sorbonne par elle-même*, Illich, *Une société sans école*, *Le Mai de la révolution*, Touraine, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Joffrin, *Mai 68*, *Esprit*, "Mai 68", Julien, *Les lycéens ces nouveaux hommes*, 1968.

211J 24-27 Documents divers sur le syndicalisme enseignant, 1919-1999

- 211J 24-25 Dossiers et titres établis par Gérard Alaphilippe 1919-1999**
211J 24 - "L'Empire" : CASDEN, "Le milliard des enseignants", *La forteresse enseignante* (photocopies).
- "Les autres" (photocopies) : Ligue communiste (1970), *La Vérité* (1971), Aigueperse, Chéramy, La FEN un syndicat ?, Batsch.
- "Les autres tendances" (photocopies) : Marangé, Chéramy, Leduc, Guérin.
- 211J 25** - Georges Fournial et documents divers sur l'Internationale des travailleurs de l'enseignement et la conférence internationale de l'enseignement, 1946-1947.
- *Université syndicaliste*, décembre 1944.
- Les précurseurs : *L'émancipation* (1929), *Les semilles* (1919).
- Lettre à Michel Deschamps, 1998.
- Lettres à la Fédération syndicale unitaire, 1997.
- Notes sur une rencontre avec P. Sellincourt et F. Chouat, s.d.
- "Le 22 mai et la suite", [1982].
- Documents divers autour de la maladie de Gérard Alaphilippe, 1981-1983.
- 211J 26** - Le manifeste du second degré, 1967.
- Préparation du congrès du SNES, 1966.
- Réunions des commissions administratives de la FEN et du SNES, 1966.
- Presse syndicale, 1981 -1983.
- États généraux pour la démocratisation de l'enseignement, 1974.
- Bulletins du Syndicat national des collèges, 1979-1980.
- "Former des maîtres pour notre temps", 1973.
- Guy Georges et la formation des maîtres, 1973.
- *L'école fondamentale* (photocopies de l'ouvrage paru chez Sudel).
- Publications de la FEN dans la Marne envoyées par Gérard Alaphilippe, 1966-1969.
- Le SNETP-CGT (1968).
- Formation des maîtres, documents divers, 1973-1999.
- 211J 27-28 Dossiers et revue de presse 1967-1992**
211J 27 - Dossier de presse autour des enseignants et de l'école, 1983-1984.
- Documents divers dont photo d'Hombourger.
- "La marche à la scission".
- Intervention à la CA de la FEN, 1981.
- Déclaration UA-FEN pour l'histoire de la scission de la 1947-1948 et l'autonomie de la FEN (1989).
- Circulaire UA-FEN, 1986.
- Les autonomes du SNES en 1967-1968.
- Lettre de Marangé à Letonturier, 1967.
- Marangé, 1968.
- UA et la FEN, 1988-1989.
- Procès SNES-De Closets-Kiejman, 1985-1986.
- CFTD : La FEN et la recomposition, 1986.
- Interview de Barbarant, 1987.
- Lettre d'Estienne à Barbarant, 1992.
- Astre "Adieu la FEN !".
- Lettres diverses.
- 211J 28** Revue de presse du SNES, 1984-1985.

211J 29

Documents pour l'histoire du syndicalisme enseignant

1987-1993

- Photocopies du Maitron : Aigueperse, Forestier, Fournial.
- Témoignage manuscrit d'Antonini, 1992.
- Pour une histoire d'Unité et Action.
- Dossier Fournial :
 - . témoignage de Fournial devant le groupe de recherche FEN-CRHMSS, mai 1987,
 - . entretien Fournial – Alaphilippe, 1993.
- La création de *L'École et la Nation* (P. Roche).
- Interview de Maurice Perche, de Léo Figières et de Maurice Loi.
- Transcription d'une première séance d'enregistrement des souvenirs de Gérard Alaphilippe.
- Le groupe des « 3 ».
- Pierre Roche.
- Sophie Béroud.
- Plan de classement des archives Alaphilippe.
- « Les instituteurs à l'école du Parti », thèse de Pierre Roche.
- Lettres à l'IHRSES.

211J 30-36 Dossiers et cours à usage pédagogique

- 211J 30 Cours de géographie**
- . Qu'est-ce que la géographie ?
 - . L'œkoumène, du mythe à la science.
 - . L'espace préhistorique.
 - . Les milieux naturels.
 - . L'agriculture tropicale.
 - . L'agriculture africaine.
 - . Afrique noire : la colonisation.
 - . Les campagnes des régions tropicales.
 - . La construction de l'espace géographique.
 - . Divers dossiers de géographie physique.
- 211J 31 Paris**
- . Les égouts de Paris.
 - . Métro bus.
 - . Le chauffage urbain.
 - . Le stationnement.
 - . Inspection générale des carrières.
 - . La bicyclette.
 - . Le logement à Paris.
 - . Projet : le campus à la française.
 - . Le campus latin.
 - . Le sous-sol de Paris.
 - . Autoroutes souterraines.
- Cahier de classe : Henri IV, 1985-1986.
- L'énergie.
- Enseignement donné à l'école La Rochefoucauld, 1959.
- 211J 32 Le pain**
- . Les boulangeries.
 - . Nouvelles techniques, nouveaux matériels.
 - . Pizza, viennoiserie et néorestauration.
 - . La filière blé-farine.
 - . Bio et diététique.
 - . Restauration rapide.
 - . Franchise.
 - . Le marché du pain.
 - . Les boulangeries de la tradition à la modernité.
 - . Froid surgelé.
- 211J 33 Economie**
- . L'économie la conjoncture 1987-1988.
 - . URSS population.
 - . Etats-Unis.
 - . Statistiques SEDES.
- 211J 34 Agrégation**
- . Société des agrégés : numéros de 1960-1961 de *L'Agrégation*.
 - . Association des professeurs de classes préparatoires.
 - . Stage d'agrégation (1960).

. Photos, papiers personnels et lettres diverses.

211J 35 **Préhistoire**

211J 36 **Travaux divers d'élèves**

- . La Restauration.
- . La révolution industrielle.
- . Le commerce triangulaire.
- . L'Encyclopédie.
- . Des révoltes à la Fronde.
- . Un autre homme : la population française.

211J 37 Dossiers personnels

- 211J 37**
- Plans d'une maison en construction à Antony, 1984.
 - Factures diverses (mobilier).
 - Dossiers financiers.

211J 38-40 Deuxième dépôt

Ces dossiers font partie d'un deuxième dépôt remis à Jacques Girault dans un sac de voyage.

- 211J 38 Dossiers syndicaux 1977-1981**
- Le S4, 1977-1978 :
 - . organisation juin 77,
 - . décharges 1977-78,
 - . organisation S4 rentrée 77,
 - . 1977-78, vie du S4.
 - Juin 1980 :
 - . séminaire S2-S3 Jean Petite,
 - . réunion tendance UA.
 - 1980-1981 :
 - . vote rapport d'activité, 1981,
 - . congrès académiques Nantes, Lille,
 - . motion du S2 du Tarn-et-Garonne ,
 - . secrétariat du 27 février 1981 et lettre d'Alaphilippe,
 - . secrétariat du 9 mars 1981,
 - . congrès de Montpellier, 16 mars 1981, réunion Unité et Action,
 - . dossier Patard,
 - . courrier reçu au SNES par Alaphilippe ou courrier reçu en rapport avec la SNES,
 - . délégation en Israël (octobre-novembre 1980).
- 211J 39 Dossiers personnels**
- Correspondance reçue dont de nombreuses lettres envoyées d'Algérie, y compris des lettres de ses parents classées à part.
 - Correspondance familiale reçue et classée par Gérard Alaphilippe (dont un ensemble de lettres de ses parents en Algérie).
 - Documents divers de sa mère et de sa famille.
- 211J 40**
- Maître Daniel Voguet, succession de la mère d'Alaphilippe.
 - Divorce.
 - Médical et juridique.
 - Récapitulation.
 - Recherches généalogiques sur la famille Alaphilippe de 1867 à nos jours.
 - Trois dossiers de lettres de ses aïeux.
 - Un dossier de lettres et photographies de ses aïeux.
 - Trois cahiers de photographies, comprenant quelques photographies de Gérard Alaphilippe, d'intérieur, de rue et de sa classe au lycée Henri IV.
 - Scolarité, études, papiers personnels divers.

211J 41 Périodique et ouvrages

211J 41

- *Unité et Action et les « Tendances »*, avril 1971.

Collection incomplète de la revue.

- Photocopies d'ouvrages de René Bidouze, Benoît Frachon, Henri Krasucki, Georges Séguy.

- Documents divers sur le bateau "L'Amélie".

Index général

L'indexation porte sur les numéros d'articles.

- Affaire AUGÉ-ORCIE : 5.
Affaire BLACHE : 11.
Affaire De CLOSETS – KIEJMAN : 27.
AIGUEPERSE Henri : 24 ; 29.
Alaphilippe Gérard : 9 ; 13 ; 21 ; 25 ; 19 ; 29 ; 38-40.
Algérie : 4 ; 39.
Antifascisme : 1 ; 19.
ANTONINI Pierre : 29.
BARBARANT Jean-Pierre : 27.
BATSCH : 24.
BEROUD Sophie : 29.
Centre d'études et de recherches marxistes – CERM : 21.
Cellule Maublanc (PCF) : 22.
CHERAMY Robert : 24.
CHOUAT F. : 25.
COGNIOT Georges : 4.
Collège d'enseignement secondaire -CES : 2.
Comité national d'action laïque - CNAL : 3 ; 4.
Congrès : 1 –9 ; 12 ; 13 ; 15 ; 17 ; 18 ; 20 ; 23 ; 26 ; 38.
DESCHAMPS Michel : 25.
DRUBAY André : 5 ; 6 ; 14.
Élection : 2 – 4 ; 6 ; 7 ; 9 ; 11.
ESTIENNE Henri : 9.
Fédération de l'éducation nationale - FEN : 3 ; 5 ; 6 - 9 ; 10 - 12 ; 18 ; 24 ; 26 ; 27 ; 29.
Fédération des conseils de parents d'élèves-FCPE : 11.
Fédération internationale des syndicats d'enseignants -FISE : 3 ; 5 ; 8.
Fédération syndicale unitaire - FSU : 13 ; 25.
FIGUERES Léo : 29.
Formation : 6 ; 7 ; 21 ; 23 ; 26.
FOURNIAL Georges : 25 ; 29.
GUEDJ Max : 9.
GUERIN [Christian] : 24.
HABY René : 9.
HOMBOURGER : 27.
Institut de recherche marxiste -IRM : 21.
LEDUC Victor : 2 ; 24.
LETONTURIER : 2 ; 27.
LOI Maurice : 29.
Maître d'internat - surveillant d'externat - MI-SE : 1 ; 4 ; 6.
MARANGE James : 24 ; 27.
Parti communiste français : 14 ; 19-23.
PERCHE Maurice : 29.
Périodiques :
 L'École du Grand Paris : 18.
 L'École et la Nation : 29.
 L'École libératrice : 6.
 L'émancipation (1929) : 25.
 La tribune des fonctionnaires et des retraités, (UGFF) : 7.
 La Voix des parents : 4.
 Les semilles (1919) : 25.
 Paris - SNES info : 13.
 SNES informations : 9.
 Unité et Action : 41.
 Université syndicaliste – US : 1 ; 3 ; 9 ; 26.
ROCHE Pierre : 29.
[RUFFE Hubert] : 2.
Section syndicale académique - S3 : 1 –5 ; 7 - 9 ; 14 ; 15 ; 38.
Section syndicale dans un collège ou lycée- S1 : 2.
Section syndicale départementale -S2 : 2 ; 3 ; 8 ; 38.
SELLINCOURT P. : 25.
Syndicat des enseignants de la Région parisienne -SERP : 2 ; 18.
Syndicat général de l'éducation nationale -SGEN : 18.
Syndicat national de l'enseignement secondaire -SNES : 3- 12 ; 15-18 ; 22 ; 26-28 ; 38.
Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel – SNETP-CGT : 26.
Syndicat national de l'enseignement technique apprentissage autonome – SNET-AA : 6 ; 8.
Syndicat national de l'enseignement technique - SNET-CGT : 2 ; 3 ; 5.
Syndicat national des instituteurs - SNI : 5 ; 8 ; 10 ; 11 ; 18.
Union des étudiants communistes - UEC : 6.
Union des républiques socialistes soviétiques - URSS : 4 ; 19 ; 33.
Unité-action -UA : 4 ; 5 ; 6 ; 8 ; 9 ; 11 ; 14 ; 27 ; 29 ; 38 ; 41.
Université nouvelle : 19.
WEBER Louis : 10.

**CONTRAT DE DEPOT
AUX ARCHIVES DEPARTEMENTALES
DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Entre les soussignés, Monsieur Gérard Alaphilippe, demeurant au 6 rue Le Dantec, 13^e arrondissement, Paris, représenté par sa tutrice Fabienne FOLBAUM, demeurant au 11 rue Henri Pape, 13^e arrondissement Paris, administrateur spécial

et le président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis représenté par le directeur des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, 18, avenue du président Salvador Allende, 93000 Bobigny, d'autre part

ONT ETE FAITES LES CONVENTIONS SUIVANTES :

Article 1. Madame Fabienne FOLBAUM déclare par les présentes déposer aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis la partie des archives relatives aux activités professionnelles et syndicales de Monsieur Gérard Alaphilippe.

Article 2. Le dépôt est réciproquement consenti et accepté par les parties aux conditions ci-dessous énoncées.

Article 3. Les archives départementales de Seine-Saint-Denis prennent à leur charge les dépenses entraînées par le transfert, la conservation, le classement et l'inventaire des archives déposées constituant 4 ml d'archives papier.

Article 4. Le déposant stipule que, sa vie durant, la communication, la reproduction (photocopies, photographies, microfilms ou autres) et la publication de ces archives seront soumises à l'autorisation du déposant ou de ses ayants-droit.

En cas d'empêchement de sa part, le déposant mandate le directeur des Archives départementales pour délivrer ces autorisations.

Article 5. Les reproductions qui seraient demandées par le déposant seront exécutées, par les Archives départementales, aux frais du déposant.

Article 6. Les reproductions que les Archives départementales réaliseraient à leur frais seront leur propriété. Leur communication sera soumise aux dispositions prévues à l'article 4 ci-dessus.

Un exemplaire de l'instrument de recherche établi par le personnel des Archives départementales pour ce fonds sera remis au déposant.

Article 7. Si le déposant estimait devoir mettre fin au présent contrat, il donnerait décharge de ces archives aux Archives départementales et prendrait à sa charge les frais de leur transport.

Fait à BOBIGNY, le 27-10-2000.

Pour le déposant :

Son mandataire

Fabienne FOLBAUM
Administrateur Spécial
11 rue Henri Pape
75013 Paris
01 45 80 52 02 – 06 62 66 64 10

Pour le Président du Conseil général

Par délégation

Le Directeur des Archives départementales de la
Seine-Saint-Denis

Christian OPPETIT

Table des matières

AVERTISSEMENT _____	3
NOTICE BIOGRAPHIQUE DE ALAPHILIPPE GERARD, LOUIS, JOSEPH _____	5
INTRODUCTION _____	11
SOURCES COMPLEMENTAIRES _____	13
SOMMAIRE _____	17
REPERTOIRE NUMERIQUE DU FONDS GERARD ALAPHILIPPE _____	19
LISTES DES SIGLES _____	20
INDEX GENERAL _____	35
CONTRAT DE DEPOT AUX ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS ____	37
TABLE DES MATIERES _____	39